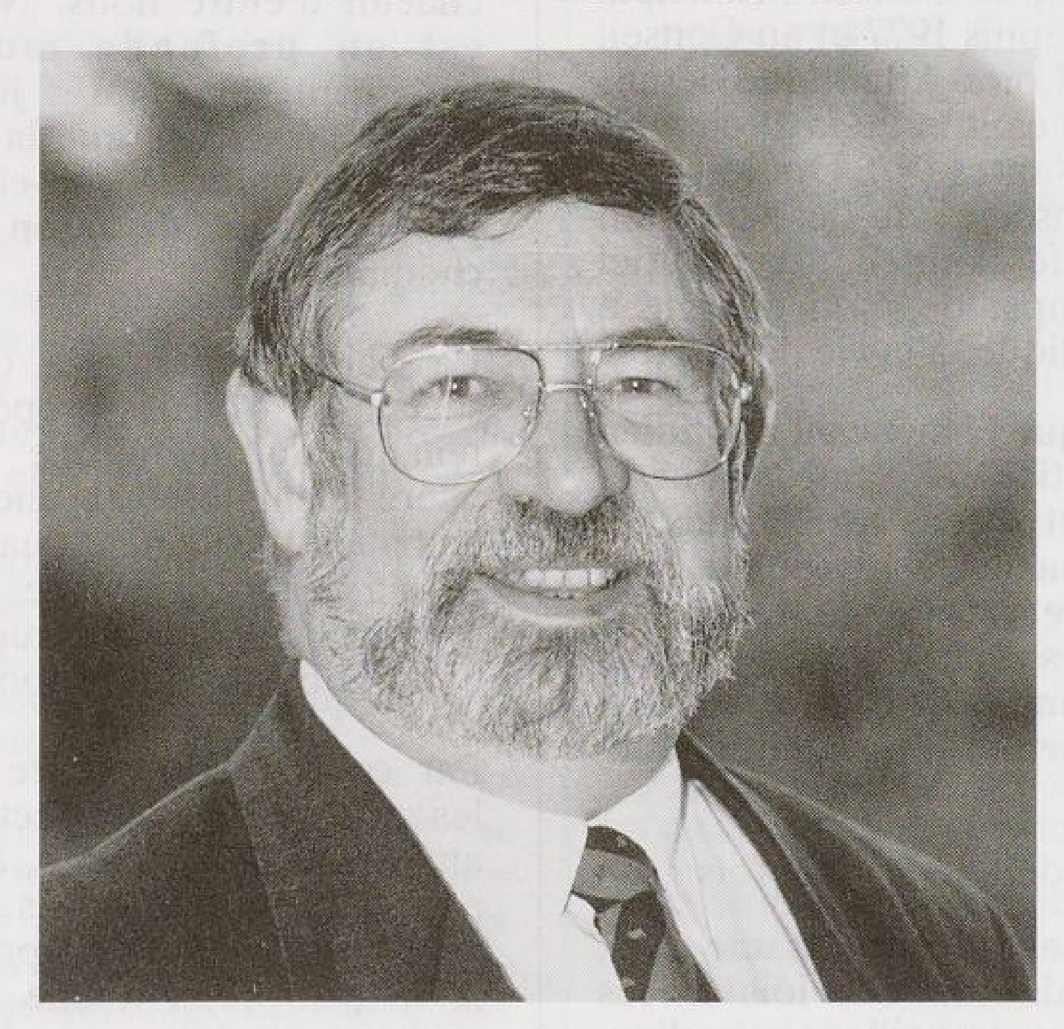
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES • 21 MARS 1993

République Française - 2e Circonscription de la Loire-Atlantique

Pour Nantes et les Nantais



Albert Mahé

Adjoint au Maire de Nantes - Conseiller Général

Suppléante

Marie-Françoise Clergeau

Adjointe au Maire de Nantes

Une société solidaire

Alliance des Français pour le progrès - Parti Socialiste

Madame,
Mademoiselle,
Monsieur,

Élu par vous, au Conseil Municipal de Nantes depuis 1977 et au Conseil Général de Loire-Atlantique depuis 1986, sur un canton de la 2e circonscription - Nantes 9e : Doulon-Bottière, je consacre, au-delà de mon activité professionnelle, l'essentiel de mon temps, de mon énergie à l'action publique, à la vie de la Cité.

Ce combat que je mène au quotidien pour l'ambition de Nantes, pour la solidarité entre tous les Nantais, je souhaite le mener au niveau national comme votre représentant, comme le porteur des aspirations des Nantaises et des Nantais de cette 2e circonscription, la seule uniquement nantaise.

Pour moi le député est à la fois :

- **un parlementaire** qui, d'une part, propose, discute des lois et les vote ceci en travaillant avec l'ensemble des forces vives du département et, d'autre part, assure le contrôle des pouvoirs de l'État.
- **un élu local** qui dynamise le département, initie les grands projets, prend en charge les principaux dossiers, est à l'écoute des habitants et fait remonter leurs attentes.

Le problème nº 1, c'est l'emploi et ce sera pour moi la tâche prioritaire.

Mais ne tombons pas comme certains dans la démagogie, ce ne sera pas facile et ce n'est pas seulement du ressort du gouvernement et du parlement. C'est aussi celui des chefs d'entreprises, des représentants des salariés, de chacun d'entre nous. **Notre société est en profonde mutation et lentement, jour après jour, chacun prend conscience que la croissance, aussi souhaitable soit-elle, ne fera pas régresser de façon notable le chômage.**

La baisse généralisée des charges sociales patronales proposée par les tenants du libéralisme ne créerait guère d'emplois car une entreprise embauche seulement quand elle a du travail. Et cette baisse entraînerait soit une fiscalité accrue, soit une diminution des prestations sociales.

Par contre il faut faire contribuer les machines à la protection sociale, aux fonds de chômage, à la retraite par répartition à 60 ans. C'est donc assujettir les charges patronales et la taxe professionnelle à la valeur ajoutée produite par l'entreprise, qu'elle le soit par la machine ou par les hommes. Une réforme importante de la fiscalité, tant locale que nationale, s'impose. Le détournement des Contrats-Emploi-Solidarité (C.E.S.) vers le secteur privé, que nous propose la droite, viendrait à faire payer des 1/2 smicards par l'État.

Ne nous y trompons pas : aucune des solutions mises en œuvre jusqu'à présent pour lutter contre le chômage n'est à la mesure des défis qui sont devant nous. Il faut faire preuve de plus d'audace.

Ne remplaçons pas systématiquement l'homme par la machine, n'acceptons pas les licenciements abusifs des entreprises florissantes.

Avançons dans le partage du travail avec partage des revenus pour les hauts salaires, les hauts revenus non salariaux.

Semaine de 4 jours avant l'an 2 000, temps partiel, temps choisi, année sabbatique, retraite progressive... Autant de luttes à mener à la fois dans l'entreprise, la branche professionnelle, en France et en Europe.

Seul un espace européen, disposant d'un même haut niveau de protection sociale, peut permettre d'allier progrès social et développement économique.

Vous l'avez compris, l'emploi est déjà pour moi le combat de chaque jour et ce n'est pas facile, car les oppositions catégorielles, corporatistes et individualistes ne manquent pas.

Bien sûr l'emploi n'est pas l'unique préoccupation des français :

- **l'éducation** de nos enfants où l'État doit rester le garant de l'égalité des chances au départ, en aidant spécifiquement les plus défavorisés. L'État doit garantir le caractère national des diplômes, et donner la souplesse nécessaire aux équipes éducatives.
- **notre système de santé** qui doit continuer de garantir à tous l'égalité des droits aux soins.
- **la protection de l'environnement.** Ce que nous mettons en œuvre à Nantes pour la qualité de l'eau (programme Neptune), les déchets (programme Arc-en-Ciel), les transports en commun (tramway), les espaces verts, les cheminements piétonniers en bordure des rivières... s'inscrit dans une politique que nous voulons globale au niveau de la France et de l'Europe, en agissant à la source de la pollution, dès la conception des produits et sur les circuits de distribution.
- **la situation des anciens :** favoriser le maintien à domicile et les solidarités familiales, améliorer la qualité de la vie en établissement, les sections de cure médicale, renforcer la protection juridique.

Avec vous je prends un engagement : celui d'œuvrer de toutes mes forces pour ces valeurs de la République : Liberté, Égalité, Fraternité, Solidarité.

Ensemble, bâtissons une société solidaire

A. MAHÉ

République Française - 2e Circonscription de la Loire-Atlantique



Albert Mahé

49 ans, marié,
père de 2 enfants de 21 et 17 ans,
Ingénieur INSA-Lyon en génie civil,
Enseignant-chercheur à l'École Centrale de Nantes (ex ENSM) en Mécanique des Sols,
Conseiller Municipal de Nantes depuis 1977 :
1[er] Adjoint au Maire de 77 à 83,
2[e] Adjoint de Jean-Marc Ayrault depuis 89, chargé des Finances,
Conseiller Général du 9[e] canton de Nantes (Doulon-Bottière) depuis 1986,
Vice-Président du District de l'Agglomération Nantaise.



Marie-Françoise Clergeau née Dupau

44 ans, veuve,
3 enfants, 24, 22 et 20 ans,
Attachée Commerciale dans le secteur bancaire,
Adjointe de Jean-Marc Ayrault depuis 89, chargée de la Vie Associative, de la Jeunesse, du Droit des Femmes dans la Ville,
Présidente de l'ACCOORD
et présente au Foyer des Jeunes Travailleurs, au Centre Régional d'Information Jeunesse, à l'Espace Simone de Beauvoir.

Le 21 Mars 1993,
pour Nantes et les Nantais,
pour le progrès social,
pour une société solidaire

VOTEZ
ET FAITES VOTER POUR

Albert Mahé

Marie-Françoise Clergeau

Vu, les candidats

Alliance des Français pour le progrès - Parti Socialiste



R.C. B 301 375 952